



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

APRC/16/REP

RAPPORT

Putrajaya
Malaisie
7-11 mars 2016

Trente-troisième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

États Membres de la FAO dans la région Asie

Afghanistan	Japon	République de Corée
Bangladesh	Kazakhstan	République démocratique populaire lao
Bhoutan	Malaisie	République populaire démocratique de Corée
Brunéi Darussalam	Maldives	Singapour
Cambodge	Mongolie	Sri Lanka
Chine	Myanmar	Thaïlande
Fédération de Russie	Népal	Timor-Leste
Inde	Ouzbékistan	Viet Nam
Indonésie	Pakistan	
Iran, République islamique d'	Philippines	

États Membres de la FAO dans la région Pacifique Sud-Ouest

Australie	Micronésie (États fédérés de)	Tuvalu
États-Unis d'Amérique	Nauru	Vanuatu
Fidji	Nioué	
France	Nouvelle-Zélande	
Îles Cook	Palaos	
Îles Marshall	Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Îles Salomon	Samoa	
Kiribati	Tonga	

Lieu et dates des précédentes sessions de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Première	- Bangalore (Inde), 27 juillet-5 août 1953
Deuxième	- Kandy (Ceylan), 20-25 juin 1955
Troisième	- Bandung (Indonésie), 8-18 octobre 1956
Quatrième	- Tokyo (Japon), 6-16 octobre 1958
Cinquième	- Saïgon (République du Viet Nam), 21-30 novembre 1960
Sixième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 15-29 septembre 1962
Septième	- Manille (Philippines), 7-21 novembre 1964
Huitième	- Séoul (République de Corée), 15-24 septembre 1966
Neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 4-15 novembre 1968
Dixième	- Canberra (Australie), 27 août- 8 septembre 1970
Onzième	- New Delhi (Inde), 17-27 octobre 1972
Douzième	- Tokyo (Japon), 17-27 septembre 1974
Treizième	- Manille (Philippines), 5-13 août 1976
Quatorzième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 25 juillet- 3 août 1978
Quinzième	- New Delhi (Inde), 5-13 mars 1980
Seizième	- Jakarta (Indonésie), 1-11 juin 1982
Dix-septième	- Islamabad (Pakistan), 24 avril- 3 mai 1984
Dix-huitième	- Rome (Italie), 8-17 juillet 1986
Dix-neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 11-15 juillet 1988
Vingtième	- Beijing (Chine), 23-27 avril 1990
Vingt et unième	- New Delhi (Inde), 10-14 février 1992
Vingt-deuxième	- Manille (Philippines), 3-7 octobre 1994
Vingt-troisième	- Apia (Samoa occidentale), 14-18 mai 1996
Vingt-quatrième	- Yangon (Myanmar), 20-24 avril 1998
Vingt-cinquième	- Yokohama (Japon), 28 août-1 ^{er} septembre 2000
Vingt-sixième	- Katmandou (Népal), 13-15 mai 2002
Vingt-septième	- Beijing (Chine), 17-21 mai 2004
Vingt-huitième	- Jakarta (Indonésie), 15-19 mai 2006
Vingt-neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 26-31 mars 2009
Trentième	- Gyeongju (République de Corée), 27 septembre - 1 ^{er} octobre 2010
Trente et unième	- Hanoï (Viet Nam), 12-16 March 2012
Trente-deuxième	- Oulan-Bator (Mongolie), 10-14 mars 2014
Trente-troisième	- Putrajaya (Malaisie), 7-11 mars 2016

RAPPORT

Putrajaya
Malaisie
7-11 mars 2016

Trente-troisième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés ou de produits industriels, qu'ils soient ou non brevetés, ne suppose, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO, ni ses politiques.

© FAO [2016]

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. À défaut d'indication contraire, les informations peuvent être copiées, téléchargées et imprimées à des fins d'études privées, didactiques et de recherches ainsi que pour l'utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve de la reconnaissance appropriée de la FAO comme source et détenteur des droits d'auteur et à condition que cela n'implique aucunement l'approbation par la FAO des opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation, ainsi qu'à la revente et autres droits d'exploitation commerciale est à présenter par le formulaire en ligne de demande de licence lors du téléchargement, à l'adresse www.fao.org/contact-us/licence-request, ou à adresser par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS.....	i-v
	Paragraphes
I. Questions liminaires	
Organisation de la Conférence.....	1-2
Réunion des hauts fonctionnaires et cérémonie d'ouverture.....	3-4
Élection des Présidents et Vice-Présidents et désignation des rapporteurs...	5-7
Adoption de l'ordre du jour et du calendrier.....	8
Déclaration du Directeur général de la FAO.....	9
Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO.....	10
Déclaration du Président de la trente-deuxième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique.....	11
Déclaration de la Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.....	12
Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile.....	13
II. Questions relatives aux politiques et réglementations régionales et mondiales	
A. La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, y compris sous l'angle des perspectives et des nouveaux enjeux, dans le cadre des objectifs de développement durable.....	14-16
B. Revitaliser l'économie rurale en améliorant les liens entre la petite agriculture et les chaînes de valeur.....	17-19
C. Promouvoir les investissements et les politiques nationales en matière de nutrition et intégrer les objectifs de nutrition dans les politiques et dans la conception et l'exécution des programmes relatifs à l'alimentation et à l'agriculture.....	20-22
D. Croissance bleue.....	23-25
III. Questions relatives au Programme et au budget	
A. Rapport de la Réunion de ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest (Papouasie-Nouvelle-Guinée, mai 2015), y compris le communiqué ministériel.....	26-27
B. Résultats et priorités de la FAO dans la région Asie et Pacifique.....	28-29
C. Rapport sur le réseau des bureaux décentralisés.....	30-31
D. Hiérarchisation des besoins au niveau des pays et de la région.....	32-43

IV. Questions diverses

A. Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique pour 2016-2019.....	44-45
B. Lancement de l'Année internationale des légumineuses.....	46
C. Table ronde ministérielle sur le thème «La jeunesse dans l'agriculture de demain – Cap sur la productivité et la durabilité dans la région Asie et Pacifique».....	47
D. Date et lieu de la trente-quatrième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.....	48
E. Conclusion	
Adoption du rapport.....	49
Clôture de la Conférence régionale.....	50-51

Pages

Annexes

A. Ordre du jour.....	12
B. Liste des documents.....	13-14

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL

Les participants à la trente-troisième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique:

Questions relatives au Programme et au budget

Rapport de la Réunion de ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest (Papouasie-Nouvelle-Guinée, mai 2015), y compris le communiqué ministériel

- 27 e) ont demandé à la FAO de tenir compte dans ses activités futures des recommandations prioritaires émanant de la Réunion de ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest et d'assurer un suivi sous la forme de projets financés au titre du Programme de coopération technique et par d'autres appuis pertinents.

Résultats et priorités de la FAO dans la région Asie et Pacifique

- 29 b) ont souligné qu'il fallait inscrire les orientations stratégiques de l'Organisation dans une continuité et apprécié la cohérence entre les objectifs stratégiques de la FAO et les objectifs de développement durable (ODD).
- 29 c) se sont prononcés en faveur de la poursuite des initiatives régionales durant l'exercice biennal 2016-2017 afin de mieux cibler les actions de la FAO concernant les priorités de la région, à savoir: l'appui à la campagne «Défi Faim zéro» dans la région de l'Asie et du Pacifique, l'Initiative régionale sur le riz, l'intensification durable de l'aquaculture dans le cadre de l'Initiative en faveur de la croissance bleue et le développement de chaînes de valeur locales au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les États insulaires du Pacifique.
- 29 d) ont demandé à la FAO de relever les défis auxquels sont confrontés les pays de la région concernant la nutrition et la sécurité alimentaire, le développement de chaînes de valeur inclusives, les pertes et gaspillages de nourriture, les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes, la production durable et la résilience dans le contexte du changement climatique et les données et analyses pour la prise de décision, le suivi et l'évaluation.
- 29 e) se sont déclarés favorables aux travaux en cours sur les systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial et ont mis en évidence les dialogues à parties prenantes multiples les rôles possibles de l'agroécologie et des biotechnologies agricoles dans les systèmes alimentaires productifs, durables et inclusifs.
- 29 f) ont pris note des tendances qui se dessinent dans la région concernant la croissance de la demande alimentaire et le creusement des inégalités, le vieillissement de la main-d'œuvre agricole et les possibilités de pénuries de main-d'œuvre, les effets de plus en plus néfastes du changement climatique ainsi que l'évolution rapide des innovations dans les technologies agricoles, et ont dit attendre avec intérêt d'autres travaux d'analyse de la FAO pour en comprendre les incidences sur l'alimentation et l'agriculture dans la région.
- 29 g) ont demandé instamment à la FAO de travailler avec les États Membres, en collaboration et en partenariat avec des institutions sous-régionales, régionales et internationales, afin de fournir des avis sur les politiques, de contribuer au renforcement des capacités tout en s'appuyant sur les travaux normatifs de l'Organisation.
- 29 i) se sont félicités des activités de l'Année internationale des légumineuses et ont souligné le rôle important de celles-ci pour relever les défis nutritionnels dans la région.

Réseau des bureaux décentralisés

- 31 a) ont accueilli avec satisfaction le document sur la décentralisation et sont convenus qu'il était nécessaire d'actualiser la couverture des bureaux de la FAO, afin de s'adapter aux évolutions et besoins actuels et de parvenir à une plus grande efficacité dans la mise en œuvre des objectifs stratégiques.
- 31 c) ont examiné et approuvé les solutions recommandées par le Secrétariat pour l'Asie et le Pacifique pour reclasser des bureaux de pays de la FAO et créer des bureaux de pays supplémentaires.

Hiérarchisation des besoins au niveau des pays et de la région

- 34 ont tout particulièrement insisté sur les difficultés liées aux effets négatifs du changement climatique, aux catastrophes naturelles fréquentes, à la dégradation de l'environnement, aux pressions croissantes sur les ressources en terres et en eau, aux changements démographiques qui touchent le secteur agricole, aux organismes nuisibles et aux maladies des animaux et des plantes.
- 35 ont fait valoir que le renforcement des capacités, la recherche-développement, le transfert de technologies, le recueil et des analyses solides des données, la mise en œuvre de politiques et de stratégies agricoles solides, le développement des infrastructures et l'accroissement de l'investissement dans le secteur agricole étaient autant de besoins essentiels auxquels il était important de répondre.
- 36 ont souligné qu'il était nécessaire d'accroître durablement la production et la productivité agricoles, de réduire les pertes et gaspillages alimentaires et de favoriser un commerce des aliments qui soit transparent, ouvert et efficace pour accélérer les progrès en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région. L'importance qu'il y a à mettre en place des chaînes de valeur alimentaires efficaces et à renforcer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments a été mise en avant.
- 37 ont insisté sur le fait que les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur le changement climatique étaient des éléments d'orientation importants pour les mesures qui seraient prises à l'avenir concernant l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et se sont félicités de la cohérence qui existe entre les objectifs stratégiques de la FAO et les objectifs de développement durable.
- 39 ont reconnu les rôles importants que jouent les petits exploitants, les agriculteurs familiaux et les pêcheurs s'agissant de contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et ils ont appelé à redoubler d'efforts pour que ces personnes soient mieux à même de s'intégrer dans les chaînes de valeur modernes. Ils ont aussi encouragé la prise en compte systématique du souci de l'égalité des sexes et l'amélioration de la qualité de vie dans les zones rurales afin de retenir les jeunes dans les activités agricoles.
- 41 ont souligné l'importance de la mobilisation d'investissements et d'un renforcement de la collaboration avec des organisations partenaires aux niveaux mondial, régional et national, notamment des institutions de recherche, des institutions multilatérales de développement, des organisations de la société civile, le secteur privé et d'autres organisations régionales et internationales. La valeur de la mise en commun des connaissances, des données d'expérience et des compétences à l'échelon régional, notamment par la coopération Sud-Sud, a été particulièrement mise en avant.
- 42 se sont félicités des mesures prises pour décentraliser les rôles, les responsabilités, les pouvoirs et les ressources, et ont instamment demandé à la FAO de poursuivre les mesures de décentralisation tout en améliorant la capacité technique de l'Organisation.
- 43 ont accueilli avec satisfaction la célébration de l'Année internationale des légumineuses et ont encouragé la FAO et les États Membres à profiter pleinement de l'occasion pour mettre l'accent sur les contributions et l'importance des légumineuses pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région.

Questions diverses***Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique pour 2016-2019***

- 45 ont approuvé le Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale pour 2016--2019, qui a pour objet d'encadrer les activités de la Conférence régionale, ont préconisé un examen régulier et systématique des résultats et de l'efficacité des travaux de la Conférence régionale et ont dit attendre avec intérêt de recevoir un rapport à ce sujet lors de la prochaine session.

Date et lieu de la trente-quatrième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

- 48 ont recommandé d'accepter l'offre du Gouvernement de la République des Fidji, qui a aimablement proposé d'accueillir la trente-quatrième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique en 2018.

QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DE LA CONFÉRENCE

Les participants à la trente-troisième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique:

La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, y compris sous l'angle des perspectives et des nouveaux enjeux, dans le cadre des objectifs de développement durable

- 15 a) ont dit apprécier les progrès accomplis dans la région s'agissant de la réduction de la proportion de la population qui souffre de la faim, mais se sont déclarés préoccupés par le fait que près d'un demi-milliard de personnes étaient toujours sous-alimentées, que 90 millions d'enfants présentaient toujours un retard de croissance et que l'obésité constituait un problème croissant dans toutes les sous-régions.
- 15 c) ont souligné qu'il était important de promouvoir l'agriculture durable pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition.
- 15 d) ont noté qu'il était nécessaire d'accroître les investissements dans l'agriculture, notamment en provenance du secteur privé et de sources non traditionnelles, afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.
- 15 e) ont encouragé les États Membres à étendre les programmes de protection sociale appropriés.
- 16 ont demandé à la FAO d'apporter son concours à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en aidant les États Membres: a) à traduire les objectifs de développement durable dans les politiques et programmes nationaux, en renforçant la sécurité sanitaire des aliments, en luttant contre les maladies et ravageurs transfrontaliers des plantes et des animaux, en développant les chaînes de valeur alimentaires et en réduisant les pertes et gaspillages de produits alimentaires; b) à suivre et à évaluer les progrès accomplis s'agissant de la réalisation des objectifs de développement durable pertinents; c) à mettre en place des systèmes solides de collecte des données et à développer leurs capacités d'analyse; d) à créer et à renforcer les politiques, les institutions et les capacités techniques voulues pour permettre aux pays de doubler leur productivité agricole et de gérer les risques liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles; et e) à faciliter l'échange de connaissances et d'expériences avec les bonnes pratiques.

Revitaliser l'économie rurale en améliorant les liens entre la petite agriculture et les chaînes de valeur

- 18 b) ont souligné le rôle crucial que jouaient les organisations rurales aux fins de l'intégration des petits producteurs dans les chaînes de valeur.
- 18 d) ont appelé l'attention sur les débouchés commerciaux liés aux produits issus du patrimoine agricole, aux produits porteurs d'une indication géographique et aux produits locaux typiques.
- 18 e) ont insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable aux partenariats public-privé.
- 19 ont sollicité l'appui de la FAO dans les domaines suivants liés à l'intégration des petits producteurs ruraux (cultivateurs, pêcheurs et éleveurs) dans les chaînes de valeur: a) élaboration de politiques permettant tant aux femmes qu'aux hommes d'accéder à des niveaux adéquats de technologie et de compétences fonctionnelles; b) mise en place de cadres politiques et réglementaires porteurs; c) mise en place de politiques en faveur de chaînes de valeur durables; d) coopération Sud-Sud en faveur de l'accès à la technologie et aux données d'expérience; et e) regroupement, publication et diffusion d'informations concernant les modèles de chaînes de valeur où chacun ait sa place et qui ont fait leurs preuves.

Promouvoir les investissements et les politiques nationales en matière de nutrition et intégrer les objectifs de nutrition dans les politiques et dans la conception et l'exécution des programmes relatifs à l'alimentation et à l'agriculture

- 21 a) ont souligné combien il était important de garantir la disponibilité de denrées alimentaires en favorisant la croissance de la production et du commerce agroalimentaires tout en mettant davantage l'accent sur la qualité des aliments et sur la nutrition.
- 21 d) ont dit apprécier les nombreuses initiatives et actions engagées dans la région en rapport avec le renforcement des systèmes agricoles et alimentaires prenant en compte la nutrition, l'éducation et la sensibilisation et la coordination nationale multisectorielle.
- 21 e) ont appelé instamment les États Membres à incorporer des cibles, des objectifs et des indicateurs mesurables et explicites en matière de nutrition et d'alimentation dans les politiques, les programmes et les programmes d'investissement dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, en prévoyant des repères et des données de référence pour en suivre les impacts.
- 21 f) ont encouragé les États Membres à s'attacher à améliorer la collaboration multisectorielle sur les questions de nutrition par le biais d'entités de coordination nationales efficaces et grâce à des stratégies et à des approches intégrées tant au niveau national que local.
- 21 g) ont encouragé les gouvernements à intégrer systématiquement la question de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture en améliorant les compétences institutionnelles et techniques, en nouant des partenariats, en renforçant la collecte de données et en mesurant les compétences, en sensibilisant sur les habitudes alimentaires et en renforçant l'acquisition de connaissances en matière de nutrition.
- 21 h) ont appelé les partenaires fournisseurs de ressources à verser des contributions volontaires au profit des activités de la FAO dans la région afin que les actions et les initiatives des gouvernements en matière de nutrition puissent progresser.

- 22 ont demandé à la FAO d'aider les États Membres à promouvoir les objectifs relatifs à la nutrition et à les intégrer dans la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes en matière d'alimentation et d'agriculture, en: a) partageant les bonnes pratiques et les enseignements tirés de la mise en œuvre d'interventions en matière d'alimentation et d'agriculture prenant en compte la nutrition; b) alignant leurs politiques nationales en matière d'agriculture et d'alimentation sur le Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) et sur le deuxième objectif du Millénaire pour le développement (OMD 2), pour les pays qui en feraient la demande; et c) en renforçant les résultats en matière de sécurité sanitaire des aliments et de nutrition à l'aide d'indicateurs mesurables et univoques.

Croissance bleue

- 24 b) ont aussi noté que des actions concertées et plus rapides étaient essentielles pour éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, lutter contre la surexploitation du poisson et d'autres ressources aquatiques et atténuer le plus possible la dégradation des habitats, la pollution et d'autres facteurs de réduction de la contribution que les pêches de capture et l'aquaculture apportent à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la croissance économique.
- 24 d) ont reconnu l'existence d'une forte synergie entre le nouveau document d'orientation pour la gestion des pêches côtières dans la région du Pacifique, intitulé *The New Song for Coastal Fisheries: Pathways to Change*, et les Directives volontaires de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté.
- 24 e) ont reconnu que les cinq stratégies étroitement liées mises en avant par l'Initiative pour une croissance bleue et qui associent des réformes d'ordre politique et institutionnel à une action concrète sur le terrain, offrent des perspectives d'exploitation durable à long terme des ressources dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, dans la mesure où elles permettent de concilier la croissance économique et la sécurité alimentaire avec la conservation des ressources aquatiques.
- 24 f) ont reconnu également que, s'agissant de la mise en œuvre de l'Initiative pour une croissance bleue, les voies à suivre devaient être déterminées selon le contexte et être adaptées aux caractéristiques sociales, environnementales, culturelles et économiques de chaque sous-région.
- 24 g) ont insisté sur l'importance d'une collaboration et d'une coopération au niveau régional entre la FAO et d'autres partenaires régionaux afin de renforcer les synergies et d'éviter tout doublonnage parmi les activités et initiatives menées dans ce cadre.
- 24 h) ont recommandé que l'Initiative pour une croissance bleue de la FAO soit élargie aux pêches marines, aux pêches continentales et à l'aquaculture dans les sous-régions Asie et Pacifique.
- 25 ont sollicité l'appui de la FAO dans les domaines suivants: a) résilience des systèmes de production halieutique et aquacole; b) gestion efficace des pêches côtières artisanales; c) renforcement des capacités de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée; d) mise en place de systèmes de production aquacole à la fois efficaces et économiques; e) renforcement des capacités afin d'assurer la mise en œuvre effective de l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port et f) amélioration de la gestion des pêches artisanales et de l'aquaculture artisanale.

Résultats et priorités de la FAO dans la région Asie et Pacifique

- 29 h) ont déclaré attendre avec intérêt l'amélioration continue de l'efficacité organisationnelle de la FAO, grâce notamment à un meilleur ciblage des cadres de programmation par pays contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable.

I. Questions liminaires

Organisation de la Conférence

1. La trente-troisième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue à Putrajaya (Malaisie), du 7 au 11 mars 2016. Elle était organisée en deux volets: une Réunion des hauts fonctionnaires, du 7 au 9 mars, et une Réunion de niveau ministériel, les 10 et 11 mars.
2. Ont participé à la Conférence régionale les représentants de 44 États Membres. Des observateurs d'un État non membre, de huit organisations internationales non gouvernementales et de 34 organisations intergouvernementales étaient présents. Étaient également présents les représentants de six autres organisations du système des Nations Unies.

Réunion des hauts fonctionnaires et cérémonie d'ouverture

3. Mme Kundhavi Kadiresan, Sous-Directrice générale et Représentante régionale de la FAO, et M. Ismail Hj Bakar, Secrétaire général du Ministère malaisien de l'agriculture et de l'agro-industrie, ont prononcé des allocutions d'ouverture. Mme Kadiresan a remercié le Gouvernement malaisien pour les excellents moyens mis à disposition pour accueillir la réunion. Elle a souligné les grands progrès accomplis dans la région Asie-Pacifique s'agissant de la réduction importante de l'extrême pauvreté et de la réduction de la faim. Tout en notant les nombreux défis qui persistent, elle a aussi relevé les possibilités qu'offrait l'adoption des objectifs de développement durable (ODD). M. Ismail Hj Bakar a souhaité aux délégués et aux participants la bienvenue à Putrajaya et a déclaré officiellement ouverte la Réunion des hauts fonctionnaires. Le Secrétaire général a souligné qu'il était important de coopérer et de nouer des partenariats au niveau régional pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans toute la région.
4. La cérémonie d'ouverture de la Réunion ministérielle s'est tenue le 10 mars. M. Ahmad Zahid Hamidi, Vice-Premier Ministre malaisien, a prononcé l'allocution d'ouverture. Il a souligné l'importance des petits exploitants et producteurs dans la satisfaction des besoins alimentaires de la région et a donné un aperçu des réalisations de la Malaisie en matière de lutte contre la faim et la pauvreté. Il a noté les défis à relever pour parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier le changement climatique et les catastrophes naturelles fréquentes, et a demandé instamment un investissement du secteur privé dans l'agriculture, le renforcement de la résilience face au changement climatique grâce à l'agriculture durable et une utilisation effective de la biodiversité pour la réduction de la pauvreté.

Élection des présidents et vice-présidents et désignation des rapporteurs

5. Les délégués ont élu à l'unanimité M. Ismail Hj Bakar, Secrétaire général du Ministère malaisien de l'agriculture et de l'agro-industrie, Président de la Réunion des hauts fonctionnaires.
6. M. Ahmad Shabery Cheek, Ministre malaisien de l'agriculture et des agro-industries, a été élu Président de la Réunion ministérielle. Les délégués ont également élu tous les autres ministres présents vice-présidents de la Conférence.
7. Les Fidji ont été élues rapporteur de la Réunion des hauts fonctionnaires et l'Inde, rapporteur de la Réunion ministérielle.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

8. Les participants à la Conférence régionale ont adopté l'ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe A. On trouvera à l'annexe B la liste des documents présentés à la Conférence.

Déclaration du Directeur général de la FAO

9. M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, a prononcé une déclaration devant la Conférence régionale. Il a souligné les progrès accomplis en matière de réduction de la faim dans la région, tout en insistant sur la nécessité de redoubler d'efforts dans ce domaine. Il a appelé l'attention sur les possibilités de collaboration qui existaient dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) récemment adoptés et a fait observer que cinq des objectifs stratégiques de la FAO étaient liés à au moins 14 des ODD. Le Directeur général a mis l'accent sur les efforts que déployait la FAO s'agissant d'aider les États Membres à mettre en œuvre des programmes efficaces en matière de protection sociale, à renforcer les capacités des petits exploitants agricoles et des paysans marginalisés afin qu'ils puissent s'associer aux chaînes de valeur modernes, à améliorer la résilience face au changement climatique et aux catastrophes naturelles et à relever les défis en matière de santé animale. Il a aussi indiqué que les quatre Initiatives régionales et les Cadres de programmation par pays étaient des instruments importants pour mieux canaliser le soutien fourni aux États Membres.

Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO

10. M. Wilfred J. Ngirwa, Président indépendant du Conseil de la FAO, s'adressant à la Conférence régionale, a souligné le rôle unique que celle-ci jouait aux fins de la définition des politiques et des priorités de la FAO pour la région, ainsi que la possibilité qu'elle offrait d'améliorer la qualité et l'efficacité des bureaux décentralisés de l'Organisation dans le cadre des objectifs stratégiques de la FAO et des ODD.

Déclaration du Président de la trente-deuxième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

11. M. Binderiya Batsukh, Directeur de la coopération internationale au Ministère mongol de l'alimentation et de l'agriculture, qui représentait le Président de la trente-deuxième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, a fait un bref rappel des recommandations formulées lors de la session précédente et a informé les participants des activités qui avaient été menées afin de porter ces recommandations à l'attention de la Conférence et du Conseil de la FAO.

Déclaration de la Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale

12. Mme Amira Daoud Hassan Gornass, Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), a fait le point sur les réalisations du Comité au cours des deux années écoulées, faisant valoir la pertinence de ces activités pour la Conférence régionale de la FAO et, notamment, l'approbation des Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et du Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées.

Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile

13. Une déclaration résumant les points de vue exprimés lors de la Consultation de la société civile et les conclusions de cette réunion a été portée à l'attention de la Conférence régionale. Elle insistait sur la nécessité de veiller au respect des droits et des intérêts des petits exploitants agricoles, des paysans sans terre, des femmes rurales, des pêcheurs, des travailleurs agricoles, des pasteurs et des éleveurs, des peuples autochtones, des consommateurs et des jeunes, et cela dans les divers aspects du développement agricole, et demandait instamment que les recommandations issues de la Consultation à parties prenantes multiples sur l'agroécologie pour l'Asie et le Pacifique, tenue en novembre 2015, soient mises en application.

II. Questions relatives aux politiques et réglementations régionales et mondiales

A. La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, y compris sous l'angle des perspectives et des nouveaux enjeux, dans le cadre des objectifs de développement durable

14. Les participants ont examiné la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région ainsi que les perspectives et les nouveaux enjeux dans le cadre des objectifs de développement durable¹.
15. Les participants:
- a. ont dit apprécier les progrès accomplis dans la région s'agissant de la réduction de la proportion de la population qui souffre de la faim, mais se sont déclarés préoccupés par le fait que près d'un demi-milliard de personnes étaient toujours sous-alimentées, que 90 millions d'enfants présentaient toujours un retard de croissance et que l'obésité constituait un problème croissant dans toutes les sous-régions;
 - b. se sont félicités du fait que la FAO demeure résolue à apporter son appui au Défi Faim zéro en Asie et dans le Pacifique, lancé à la soixante-neuvième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, en 2013;
 - c. ont souligné qu'il était important de promouvoir l'agriculture durable pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition;
 - d. ont noté qu'il était nécessaire d'accroître les investissements dans l'agriculture, notamment en provenance du secteur privé et de sources non traditionnelles, afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable;
 - e. ont encouragé les États Membres à étendre les programmes de protection sociale appropriés.
16. Les participants ont demandé à la FAO d'apporter son concours à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en aidant les États Membres:
- a. à traduire les objectifs de développement durable dans les politiques et programmes nationaux, notamment en formulant et en mettant en œuvre des politiques solides relatives au commerce agricole, en renforçant la sécurité sanitaire des aliments, en luttant contre les maladies et ravageurs transfrontaliers des plantes et des animaux, en développant les chaînes de valeur alimentaires et en réduisant les pertes et gaspillages de produits alimentaires, tout en s'appuyant sur les activités normatives de la FAO;
 - b. à suivre et à évaluer les progrès accomplis s'agissant de la réalisation des objectifs de développement durable pertinents, au moyen des indicateurs appropriés;
 - c. à mettre en place des systèmes solides de collecte des données et à développer leurs capacités d'analyse;
 - d. à créer et à renforcer les politiques, les institutions et les capacités techniques voulues pour permettre aux pays de doubler leur productivité agricole et de gérer les risques qu'entraîne le changement climatique, parmi lesquels l'élévation du niveau de la mer, les inondations, les sécheresses et les autres catastrophes naturelles;

¹ APRC/16/2.

- e. à faciliter l'échange de connaissances et d'expériences avec les bonnes pratiques dans le cadre de la coopération Sud-Sud et au moyen d'autres mécanismes de collaboration internationale.

B. Revitaliser l'économie rurale en améliorant les liens entre la petite agriculture et les chaînes de valeur

17. Les participants se sont penchés sur les difficultés d'ordre économique, commercial, social et technique que connaissent les populations rurales pauvres et qui entravent leur accès aux débouchés résultant de la diversification croissante des régimes alimentaires, et ont étudié différentes approches visant à donner un nouvel essor aux économies rurales dans l'ensemble de la région en appuyant le développement de chaînes de valeur où chacun ait sa place².

18. Les participants:

- a. ont mis en évidence les nombreux obstacles qui empêchaient les petits exploitants agricoles de tirer parti de l'évolution des débouchés commerciaux;
- b. ont souligné le rôle crucial que jouaient les organisations rurales aux fins de l'intégration des petits producteurs dans les chaînes de valeur;
- c. ont fait valoir l'importance que revêtaient les investissements des secteurs public et privé afin que les chaînes de valeur puissent satisfaire aux exigences du marché et ont recensé les biens publics nécessaires à l'appui du développement des filières;
- d. ont appelé l'attention sur les débouchés commerciaux liés aux produits issus du patrimoine agricole, aux produits porteurs d'une indication géographique et aux produits locaux typiques;
- e. ont insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable aux partenariats public-privé.

19. Les participants ont sollicité l'appui de la FAO afin de relever les défis liés à l'intégration des petits producteurs ruraux (cultivateurs, pêcheurs et éleveurs) dans les chaînes de valeur et ont demandé que l'Organisation aide les États Membres à:

- a. élaborer des politiques visant à favoriser des modèles fonctionnels et des partenariats à parties prenantes multiples qui aient des retombées positives sur l'emploi et les activités génératrices de revenus des ruraux, tant les femmes que les hommes, de manière qu'ils puissent accéder à des niveaux adéquats de technologie et de compétences fonctionnelles;
- b. mettre en place des cadres politiques et réglementaires propres à favoriser la constitution d'organisations de producteurs et leur autonomisation et à renforcer les capacités techniques et fonctionnelles de ces groupements, en misant notamment sur la formation professionnelle des exploitants agricoles pour favoriser le développement de chaînes de valeur où chacun ait sa place et soucieuses de l'égalité des sexes;
- c. élaborer des politiques visant à encourager la mise en œuvre de stratégies de développement durable des chaînes de valeur;
- d. miser sur la coopération Sud-Sud entre les États Membres afin de faciliter l'accès aux technologies et la mise en commun des expériences acquises dans le développement d'activités non agricoles à valeur ajoutée;
- e. rassembler, publier et diffuser des informations concernant les modèles de chaînes de valeur où chacun ait sa place qui ont fait leurs preuves dans la région.

² APRC/16/3.

C. Promouvoir les investissements et les politiques nationales en matière de nutrition et intégrer les objectifs de nutrition dans les politiques et dans la conception et l'exécution des programmes relatifs à l'alimentation et à l'agriculture

20. Les participants ont examiné la situation nutritionnelle dans la région ainsi que les défis à relever s'agissant d'intégrer les objectifs relatifs à la nutrition dans les politiques, les stratégies et les investissements nationaux dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture³.
21. Les participants:
- a. ont souligné combien il était important de garantir la disponibilité de denrées alimentaires en favorisant la croissance de la production et du commerce agroalimentaires tout en mettant davantage l'accent sur la qualité des aliments et sur la nutrition;
 - b. ont noté que, bien que la question de la nutrition suscite un grand intérêt et soit mise en avant depuis une bonne trentaine d'années, les progrès étaient insuffisants, en partie parce que les synergies avec d'autres secteurs n'avaient pas totalement abouti;
 - c. ont reconnu que des progrès plus importants pourraient être obtenus si le caractère multisectoriel de la nutrition était pleinement intégré dans toutes les politiques et dans tous les investissements ayant trait à l'alimentation, à l'agriculture, au commerce, aux prix et aux revenus, à la santé et à la sécurité sanitaire des aliments;
 - d. ont dit apprécier les nombreuses initiatives et actions engagées dans la région en rapport avec le renforcement des systèmes agricoles et alimentaires prenant en compte la nutrition, l'éducation et la sensibilisation et la coordination nationale multisectorielle;
 - e. ont appelé instamment les États Membres à incorporer des cibles, des objectifs et des indicateurs mesurables et explicites en matière de nutrition et d'alimentation dans les politiques, les programmes et les programmes d'investissement dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, en prévoyant des repères et des données de référence pour en suivre les impacts;
 - f. ont encouragé les États Membres à s'attacher à améliorer la collaboration multisectorielle sur les questions de nutrition par le biais d'entités de coordination nationales efficaces et grâce à des stratégies et à des approches intégrées tant au niveau national que local;
 - g. ont encouragé les gouvernements à intégrer systématiquement la question de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture en améliorant les compétences institutionnelles et techniques, en nouant des partenariats, en renforçant la collecte de données et en mesurant les compétences, en sensibilisant sur les habitudes alimentaires et en renforçant l'acquisition de connaissances en matière de nutrition;
 - h. ont appelé les partenaires fournisseurs de ressources à verser des contributions volontaires au profit des activités de la FAO dans la région afin que les actions et les initiatives des gouvernements en matière de nutrition puissent progresser.
22. Les participants ont demandé à la FAO d'aider les États Membres à promouvoir les objectifs relatifs à la nutrition et à les intégrer dans la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes en matière d'alimentation et d'agriculture:
- a. en créant et en appuyant des plateformes régionales et nationales où partager les bonnes pratiques, l'expérience acquise et les enseignements tirés de la mise en œuvre d'interventions en matière d'alimentation et d'agriculture prenant en compte la nutrition

³ APRC/16/4.

promues par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et le Forum des îles du Pacifique;

- b. en aidant les pays qui en feraient la demande à aligner leurs politiques en matière d'agriculture et d'alimentation sur le Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) et sur le deuxième objectif du Millénaire pour le développement (OMD 2);
- c. en renforçant les résultats en matière de sécurité sanitaire des aliments et de nutrition à l'aide d'indicateurs mesurables et univoques.

D. Croissance bleue

23. Les participants se sont penchés sur l'Initiative pour une croissance bleue, qui constitue une approche globale visant à assurer une gestion durable et une utilisation efficace des ressources naturelles, avec pour point de mire la sécurité alimentaire, la nutrition et la croissance économique dans la région Asie et Pacifique⁴.

24. Les participants:

- a. ont noté que des écosystèmes marins sains étaient indispensables pour une pêche et une aquaculture durables et se sont dits inquiets des répercussions préjudiciables que pouvaient avoir les changements environnementaux comme ceux touchant le climat, l'exploitation des ressources en terre et en eau et la pollution;
- b. ont aussi noté que des actions concertées et plus rapides étaient essentielles pour éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, lutter contre la surexploitation du poisson et d'autres ressources aquatiques et atténuer le plus possible la dégradation des habitats, la pollution et d'autres facteurs de réduction de la contribution que les pêches de capture et l'aquaculture apportent à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la croissance économique;
- c. ont noté par ailleurs que la professionnalisation des travailleurs de la pêche et de l'aquaculture et l'intégration des femmes, des jeunes et des peuples autochtones pouvaient permettre de renforcer considérablement les potentialités de ces deux secteurs;
- d. ont reconnu l'existence d'une forte synergie entre le nouveau document d'orientation pour la gestion des pêches côtières dans la région du Pacifique, intitulé *The New Song for Coastal Fisheries: Pathways to Change*, et les Directives volontaires de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté;
- e. ont reconnu que les cinq stratégies étroitement liées mises en avant par l'Initiative pour une croissance bleue et qui associent des réformes d'ordre politique et institutionnel à une action concrète sur le terrain, offrent des perspectives d'exploitation durable à long terme des ressources dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, dans la mesure où elles permettent de concilier la croissance économique et la sécurité alimentaire avec la conservation des ressources aquatiques;
- f. ont reconnu également que, s'agissant de la mise en œuvre de l'Initiative pour une croissance bleue, les voies à suivre devaient être déterminées selon le contexte et être adaptées aux caractéristiques sociales, environnementales, culturelles et économiques de chaque sous-région;

⁴ APRC/16/5.

- g. ont insisté sur l'importance d'une collaboration et d'une coopération au niveau régional entre la FAO et d'autres partenaires régionaux afin de renforcer les synergies et d'éviter tout doublonnement parmi les activités et initiatives menées dans ce cadre;
 - h. ont recommandé que l'Initiative pour une croissance bleue de la FAO soit élargie aux pêches marines, aux pêches continentales et à l'aquaculture dans les sous-régions Asie et Pacifique;
 - i. ont noté que la FAO détenait un avantage comparatif en matière de pêche et qu'elle jouait un rôle important puisqu'elle fournissait les avis d'experts demandés dans les instances internationales compétentes.
25. Les participants ont demandé à la FAO de renforcer l'appui fourni aux États Membres en les aidant à:
- a. assurer la résilience des systèmes de production halieutique et aquacole;
 - b. assurer une gestion efficace des pêches côtières artisanales en misant sur l'autonomisation des artisans-pêcheurs et des pêcheurs de subsistance conformément aux indications des Directives volontaires de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté;
 - c. renforcer les capacités de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée;
 - d. mettre en place des systèmes de production aquacole à la fois efficaces et économiques, y compris pour la production durable d'aliments abordables destinés aux animaux d'élevage;
 - e. renforcer les capacités afin d'assurer la mise en œuvre effective de l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port, la biosécurité aquatique et l'application de mesures de prévention des maladies;
 - f. améliorer la gestion des pêches artisanales et de l'aquaculture artisanale en collaboration avec, entre autres, le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), l'Organisme des pêches du Forum du Pacifique et le Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud.

III. Questions relatives au Programme et au budget

A. Rapport de la Réunion de ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest (Papouasie-Nouvelle-Guinée, mai 2015), y compris le communiqué ministériel

26. Les participants ont examiné le rapport de la Réunion de ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest (Papouasie-Nouvelle-Guinée, mai 2015), y compris le communiqué ministériel⁵. M. Tommy Tomscoll, Ministre de l'agriculture et de l'élevage de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a présenté un rapport succinct de la Réunion de ministres de l'agriculture du Pacifique Sud-Ouest.
27. Les participants:
- a. ont accueilli avec satisfaction le rapport de la Réunion de ministres de l'agriculture du Pacifique Sud-Ouest;
 - b. ont rappelé qu'il était important que la FAO travaille en étroite collaboration avec d'autres partenaires régionaux et sous-régionaux afin d'aider les États Membres dans les domaines d'action prioritaires, notamment la mise en place d'une agriculture intelligente face au climat, l'élaboration et la mise en œuvre des normes liées à l'alimentation et à

⁵ APRC/16/6.

l'agriculture, la nutrition et la sécurité alimentaire, ainsi que l'amélioration des liens avec les marchés locaux et de la compétitivité du secteur agricole;

- c. ont souligné l'importance de la coopération Sud-Sud pour trouver des solutions à des problèmes d'intérêt commun;
- d. se sont dits satisfaits des préparatifs de la première Semaine de l'agriculture dans le Pacifique, qui sera accueillie par Vanuatu en 2017;
- e. ont demandé à la FAO de tenir compte dans ses activités futures des recommandations prioritaires émanant de la Réunion de ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest et d'assurer un suivi sous la forme de projets financés au titre du Programme de coopération technique et par d'autres appuis pertinents.

B. Résultats et priorités de la FAO dans la région Asie et Pacifique

28. Les participants à la Conférence ont examiné le rapport sur les activités prioritaires de la FAO en Asie et dans le Pacifique, ainsi que les réalisations durant la période 2014-2015 et les propositions pour 2016-2017 et au-delà⁶.

29. Les participants:

- a. ont accueilli avec satisfaction les mesures prises et les résultats obtenus en 2014-2015 pour traiter les priorités régionales, notamment par le biais des quatre initiatives régionales approuvées par la Conférence régionale à sa trente-deuxième session, qui avaient contribué à cibler les travaux de la FAO tout en offrant la souplesse voulue pour répondre aux priorités et aux nouveaux besoins des pays;
- b. ont souligné qu'il fallait inscrire les orientations stratégiques de l'Organisation dans une continuité et apprécié la cohérence entre les objectifs stratégiques de la FAO et les objectifs de développement durable (ODD);
- c. se sont prononcés en faveur de la poursuite des initiatives régionales durant l'exercice biennal 2016-2017 afin de mieux cibler les actions de la FAO concernant les priorités de la région, à savoir: l'appui à la campagne «Défi Faim zéro» dans la région de l'Asie et du Pacifique, l'Initiative régionale sur le riz, l'intensification durable de l'aquaculture dans le cadre de l'Initiative en faveur de la croissance bleue et le développement de chaînes de valeur locales au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les États insulaires du Pacifique;
- d. ont demandé à la FAO de relever les défis auxquels sont confrontés les pays de la région concernant la nutrition et la sécurité alimentaire, le développement de chaînes de valeur inclusives, les pertes et gaspillages de nourriture, les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes, la production durable et la résilience dans le contexte du changement climatique et les données et analyses pour la prise de décision, le suivi et l'évaluation;
- e. se sont déclarés favorables aux travaux en cours sur les systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial et ont mis en évidence les dialogues à parties prenantes multiples les rôles possibles de l'agroécologie et des biotechnologies agricoles dans les systèmes alimentaires productifs, durables et inclusifs;

⁶ APRC/16/7, APRC/16/7 Web Annex 3.

- f. ont pris note des tendances qui se dessinent dans la région concernant la croissance de la demande alimentaire et le creusement des inégalités, le vieillissement de la main-d'œuvre agricole et les possibilités de pénuries de main-d'œuvre, les effets de plus en plus néfastes du changement climatique ainsi que l'évolution rapide des innovations dans les technologies agricoles, et ont dit attendre avec intérêt d'autres travaux d'analyse de la FAO pour en comprendre les incidences sur l'alimentation et l'agriculture dans la région;
- g. ont demandé instamment à la FAO de travailler avec les États Membres, en collaboration et en partenariat avec des institutions sous-régionales, régionales et internationales, afin de fournir des avis sur les politiques, de contribuer au renforcement des capacités tout en s'appuyant sur les travaux normatifs de l'Organisation;
- h. ont déclaré attendre avec intérêt l'amélioration continue de l'efficacité organisationnelle de la FAO, grâce notamment à un meilleur ciblage des cadres de programmation par pays contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable;
- i. se sont félicités des activités de l'Année internationale des légumineuses et ont souligné le rôle important de celles-ci pour relever les défis nutritionnels dans la région

C. Réseau des bureaux décentralisés

30. Les participants ont examiné le rapport sur le réseau des bureaux décentralisés⁷.
31. Les participants:
 - a. ont accueilli avec satisfaction le document sur la décentralisation et sont convenus qu'il était nécessaire d'actualiser la couverture des bureaux de la FAO, afin de s'adapter aux évolutions et besoins actuels et de parvenir à une plus grande efficacité dans la mise en œuvre des objectifs stratégiques;
 - b. ont approuvé les principes et critères généraux proposés pour la révision du champ d'action de la FAO;
 - c. ont examiné et approuvé les solutions recommandées par le Secrétariat pour l'Asie et le Pacifique pour reclasser des bureaux de pays de la FAO et créer des bureaux de pays supplémentaires;
 - d. ont noté les demandes supplémentaires du Bhoutan, des Maldives et de la Mongolie concernant le reclassement des bureaux actuels de la FAO.

D. Hiérarchisation des besoins au niveau des pays et de la région

32. La Réunion ministérielle de la Conférence régionale s'est tenue les 10 et 11 mars, en présence de 13 ministres, de 10 vice-ministres et d'autres délégués de haut niveau. Les ministres et autres délégués de haut niveau ont évoqué les nombreuses difficultés que devaient surmonter les pays pour instaurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous dans la région et ont mis en avant les recommandations de la Réunion des hauts fonctionnaires, qui sont développées dans les parties correspondantes du présent rapport.
33. La Conférence régionale a souligné que la sécurité alimentaire et la nutrition sont à la base de la stabilité nationale et mondiale et du développement socioéconomique durable de tous les pays.
34. Les ministres et les délégués ont tout particulièrement insisté sur les difficultés liées aux effets négatifs du changement climatique, aux catastrophes naturelles fréquentes, à la dégradation de l'environnement, aux pressions croissantes sur les ressources en terres et en eau, aux changements

⁷ APRC/16/8.

démographiques qui touchent le secteur agricole, aux organismes nuisibles et aux maladies des animaux et des plantes.

35. Les ministres et les délégués ont fait valoir que le renforcement des capacités, la recherche-développement, le transfert de technologies, le recueil et des analyses solides des données, la mise en œuvre de politiques et de stratégies agricoles solides, le développement des infrastructures et l'accroissement de l'investissement dans le secteur agricole étaient autant de besoins essentiels auxquels il était important de répondre.

36. Les ministres et les délégués ont souligné qu'il était nécessaire d'accroître durablement la production et la productivité agricoles, de réduire les pertes et gaspillages alimentaires et de favoriser un commerce des aliments qui soit transparent, ouvert et efficace pour accélérer les progrès en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région. L'importance qu'il y a à mettre en place des chaînes de valeur alimentaires efficaces et à renforcer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments a été mise en avant.

37. La Conférence régionale a insisté sur le fait que les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur le changement climatique étaient des éléments d'orientation importants pour les mesures qui seraient prises à l'avenir concernant l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et s'est félicitée de la cohérence qui existe entre les objectifs stratégiques de la FAO et les objectifs de développement durable.

38. La Conférence régionale a salué les progrès accomplis s'agissant de la mise en œuvre des quatre initiatives régionales et a appuyé leur poursuite au cours de l'exercice biennal 2016-2017.

39. Les ministres et les délégués ont reconnu les rôles importants que jouent les petits exploitants, les agriculteurs familiaux et les pêcheurs s'agissant de contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et ils ont appelé à redoubler d'efforts pour que ces personnes soient mieux à même de s'intégrer dans les chaînes de valeur modernes. Ils ont aussi encouragé la prise en compte systématique du souci de l'égalité des sexes et l'amélioration de la qualité de vie dans les zones rurales afin de retenir les jeunes dans les activités agricoles.

40. Bien conscients de l'évolution que connaissent l'agriculture et les économies rurales, les ministres et les délégués ont souligné qu'il était important de développer les moyens d'existence ruraux en renforçant les capacités des populations pour la réalisation d'activités de transformation et de distribution de produits agricoles génératrices d'une plus grande valeur ajoutée, pour le tourisme rural et pour d'autres emplois non agricoles.

41. Les ministres et les délégués ont souligné l'importance de la mobilisation d'investissements et d'un renforcement de la collaboration avec des organisations partenaires aux niveaux mondial, régional et national, notamment des institutions de recherche, des institutions multilatérales de développement, des organisations de la société civile, le secteur privé et d'autres organisations régionales et internationales. La valeur de la mise en commun des connaissances, des données d'expérience et des compétences à l'échelon régional, notamment par la coopération Sud-Sud, a été particulièrement mise en avant.

42. La Conférence régionale s'est félicitée des mesures prises pour décentraliser les rôles, les responsabilités, les pouvoirs et les ressources, et a instamment demandé à la FAO de poursuivre les mesures de décentralisation tout en améliorant la capacité technique de l'Organisation.

43. La Conférence régionale a accueilli avec satisfaction la célébration de l'Année internationale des légumineuses et a encouragé la FAO et les États Membres à profiter pleinement de l'occasion pour mettre l'accent sur les contributions et l'importance des légumineuses pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région.

IV. Questions diverses

A. Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique pour 2016-2019

44. Les participants à la Conférence ont examiné le Programme de travail pluriannuel 2016-2019 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique⁸.

45. Les participants ont approuvé le Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale pour 2016-2019, qui a pour objet d'encadrer les activités de la Conférence régionale, ont préconisé un examen régulier et systématique des résultats et de l'efficacité des travaux de la Conférence régionale et ont dit attendre avec intérêt de recevoir un rapport à ce sujet lors de la prochaine session.

B. Lancement de l'Année internationale des légumineuses

46. M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, M. Ahmad Zahid Hamidi, vice-premier ministre malaisien, M. Ahmad Shabery Cheek, ministre de l'agriculture et des agro-industries du Gouvernement malaisien, ont participé au lancement en Malaisie de l'Année internationale des légumineuses, qui vise principalement à promouvoir les légumineuses et le rôle essentiel que celles-ci jouent dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, outre le revenu qu'elles assurent à des millions de familles d'agriculteurs.

C. Table ronde sur le thème «La jeunesse dans l'agriculture de demain – Cap sur la productivité et la durabilité dans la région Asie et Pacifique»

47. Une Table ronde ministérielle informelle, placée sous le thème «La jeunesse dans l'agriculture de demain – Cap sur la productivité et la durabilité dans la région Asie et Pacifique», s'est tenue le 11 mars⁹.

D. Date et lieu de la trente-quatrième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

48. La Conférence a recommandé d'accepter l'offre du Gouvernement de la République des Fidji, qui a aimablement proposé d'accueillir la trente-quatrième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique en 2018.

E. Questions finales

Adoption du rapport

49. La Conférence a adopté à l'unanimité le rapport, tel que présenté par le rapporteur.

Clôture de la Conférence régionale

50. Au nom du Gouvernement malaisien, M. Ahmad Shabery Cheek, Ministre de l'agriculture et des agro-industries, a remercié les participants de leurs contributions constructives, qui avaient fait de cette session de la Conférence régionale un succès. Il a ensuite déclaré la Conférence close.

51. Les participants ont exprimé leur sincère gratitude au peuple et au Gouvernement malaisiens pour leur chaleureuse hospitalité, ainsi qu'à la FAO pour l'efficacité avec laquelle la Conférence avait été préparée et organisée.

⁸ APRC/16/9.

⁹ APRC/16/10.

ANNEXE A**ORDRE DU JOUR****I. QUESTIONS LIMINAIRES**

1. Élection du président et du vice-président et désignation du rapporteur
2. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
3. Déclaration du Directeur général de la FAO
4. Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO
5. Déclaration du Président de la trente-deuxième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
6. Déclaration de la Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale
7. Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile
8. Hiérarchisation des besoins au niveau des pays et de la région

II. QUESTIONS RELATIVES AUX POLITIQUES ET RÉGLEMENTATIONS RÉGIONALES ET MONDIALES

9. La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, y compris sous l'angle des perspectives et des nouveaux enjeux, dans le cadre des objectifs de développement durable
10. Revitaliser l'économie rurale en améliorant les liens entre la petite agriculture et les chaînes de valeur
11. Promouvoir les investissements et les politiques nationales en matière de nutrition et intégrer les objectifs de nutrition dans les politiques et dans la conception et l'exécution des programmes relatifs à l'alimentation et à l'agriculture
12. Croissance bleue

III. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET

13. Rapport de la Réunion de ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest (Papouasie-Nouvelle-Guinée, mai 2015), y compris le communiqué ministériel
14. Résultats et priorités de la FAO dans la région Asie et Pacifique
15. Réseau des bureaux décentralisés

IV. QUESTIONS DIVERSES

16. Programme de travail pluriannuel 2016-2019 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
17. Date et lieu de la trente-quatrième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
18. Questions diverses

Table ronde sur le thème «La jeunesse dans l'agriculture de demain – Cap sur la productivité et la durabilité dans la région Asie et Pacifique»

ANNEXE B**LISTE DES DOCUMENTS****QUESTIONS À L'EXAMEN**

APRC/16/1 Rev.1	Ordre du jour provisoire annoté
APRC/16/2	La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, y compris sous l'angle des perspectives et des nouveaux enjeux, dans le cadre des objectifs de développement durable
APRC/16/3	Revitaliser l'économie rurale en améliorant les liens entre la petite agriculture et les chaînes de valeur
APRC/16/4	Promouvoir les investissements et les politiques nationales en matière de nutrition et intégrer les objectifs de nutrition dans les politiques et dans la conception et l'exécution des programmes relatifs à l'alimentation et à l'agriculture
APRC/16/5	L'Initiative en faveur de la croissance bleue
APRC/16/6	Rapport de la Réunion de ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest (Papouasie-Nouvelle-Guinée, mai 2015), y compris le communiqué ministériel
APRC/16/7	Résultats et priorités de la FAO dans la région Asie et Pacifique
APRC/16/7 Web Annex 3	Contribution des résultats obtenus dans la Région Asie et Pacifique aux objectifs stratégiques de la FAO pendant l'exercice biennal 2014-2015
APRC/16/8	Réseau des bureaux décentralisés
APRC/16/9	Programme de travail pluriannuel 2016-2019 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
APRC/16/10	Table ronde sur le thème «La jeunesse dans l'agriculture de demain – Cap sur la productivité et la durabilité dans la région Asie et Pacifique»

SÉRIE INF

APRC/16/INF/1 Rev.1	Calendrier provisoire
APRC/16/INF/2 Rev.3	Liste provisoire des documents
APRC/16/INF/3 Rev.1	Note d'information
APRC/16/INF/4	Déclaration du Directeur général
APRC/16/INF/5	Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO
APRC/16/INF/6	Suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition
APRC/16/INF/7 Rev.1	Informations actualisées sur les travaux du Comité de la sécurité alimentaire mondiale
APRC/16/INF/8 Rev.1	Résultats de la consultation multiparties prenantes sur l'agroécologie pour l'Asie et le Pacifique
APRC/16/INF/9	Déclaration du Président de la trente-deuxième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
APRC/16/INF/10	Déclaration de la Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale
APRC/16/INF/11	Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile

SÉRIE OD

APRC/16/OD/1	Programme des séances
APRC/16/OD/2	Programme des séances
APRC/16/OD/3	Programme des séances
APRC/16/OD/4	Programme des séances
APRC/16/OD/5	Programme des séances

DOCUMENTS SUR LE WEB

(<http://www.fao.org/about/meetings/regional-conferences/aprc33/documents/fr/>)

Liste des délégués et des observateurs

Allocution du Vice-premier Ministre malaisien

Allocution de bienvenue du Ministre malaisien de l'agriculture et de l'agro-industrie